



Panorama de la Martinique

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Données de cadrage

Chef-lieu	Fort-de-France
Superficie	1 128 km ²
Situation géographique	Arc antillais – New York à 3 150 km, Paris à 6 900 km, Guadeloupe à 200 km
Langues parlées	Français + Créole
Monnaie	Euro
Statut	Département d'Outre-mer et Région ultrapériphérique
Rang mondial IDH	23
Représentation Nationale	4 députés, 2 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique et social
Représentation de l'Etat en Martinique	Préfet

Repères historiques : un long chemin vers la départementalisation

L'histoire de la Martinique est étroitement liée à l'expansion coloniale des européens dans la Caraïbe. Toutefois, les premiers peuplements datent du 2^{ème} millénaire avant notre ère, par des populations amérindiennes. Les premiers occupants seraient les Arawaks, venus de l'actuel Venezuela vers 100 av. JC. Entre le X^{ème} et le XIV^{ème} siècle, une nouvelle civilisation arrive dans l'île : les indiens Caraïbes ou Kalina. Christophe Colomb découvre la Martinique, qu'il nomme *Madinina* (« île aux fleurs »), le 15 juin 1502. L'île devient française en 1635 et fait alors partie de la Compagnie des Isles d'Amérique créée par Richelieu ; son statut institutionnel est celui d'une terre française administrée et exploitée par une compagnie à vocation commerciale. L'indigo, le café et la canne à sucre constituent tour à tour les cultures qui se développent dans l'île à mesure des conquêtes de terres arables au détriment du peuple des *Caraïbes* et dans le cadre d'un système économique basé sur l'esclavage. Le « code noir » de 1685 organise la vie économique et sociale jusqu'en 1848, date à laquelle les décrets d'abolition de l'esclavage sont promulgués, sous l'impulsion de Victor Schœlcher.

Le 8 mai 1902, l'éruption de la Montagne Pelée détruit entièrement la ville de St Pierre, capitale de l'époque et principal centre économique, tuant ses 30 000 habitants. Fort-de-France devient alors la capitale de la Martinique. Portée par les leaders communistes d'après guerre, tel que Aimé Césaire (1913-2008), la proposition de loi visant à une assimilation intégrale au statut départemental conduit à ériger la Martinique en département français le 19 mars 1946. En 1983, la Martinique devient une région monodépartementale. Le 24 janvier 2010, le référendum soumis aux électeurs martiniquais a permis la création d'une collectivité unique exerçant les compétences dévolues au Département et à la Région, régie par l'article 73 de la Constitution.

Organisation institutionnelle : consensus pour une collectivité unique

Le cadre institutionnel de l'outre-mer français est défini par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à la réforme de l'organisation décentralisée de la République. Depuis la loi de départementalisation du 19 mars 1946 et celle du 31 décembre 1982, la Martinique est un Département et une Région mais, à la différence de ses homologues de métropole, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales. La réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 a confirmé ce double ancrage institutionnel, en créant la dénomination de « Départements et Régions d'Outre-mer » (DROM). Les DROM sont régis par le principe de l'identité législative. Néanmoins des adaptations aux lois et règlements qui prévalent en métropole sont autorisées dès lors qu'elles sont motivées par « *les caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités* ». Les collectivités des DROM ont bénéficié du transfert de nouvelles compétences et de moyens de l'Etat, depuis le 1^{er} janvier 2005. A l'exception des communes, chaque collectivité dispose d'un domaine dans lequel elle tient un rôle de coordinateur : le Département définit et met en œuvre la politique d'action sociale et la Région est coordinatrice du développement économique. Suite au référendum de janvier 2010, la nouvelle collectivité unique, en cours de préparation, devrait voir le jour à partir de 2012.

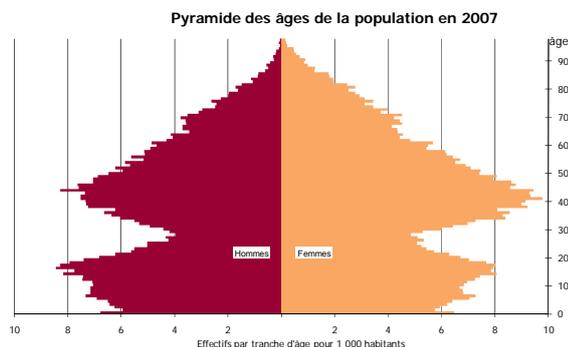
Au niveau communautaire, la Martinique, comme les autres DROM, est une Région ultrapériphérique (RUP). Ce régime prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire et permet de bénéficier des fonds structurels.

DÉMOGRAPHIE

Une croissance portée par le solde naturel

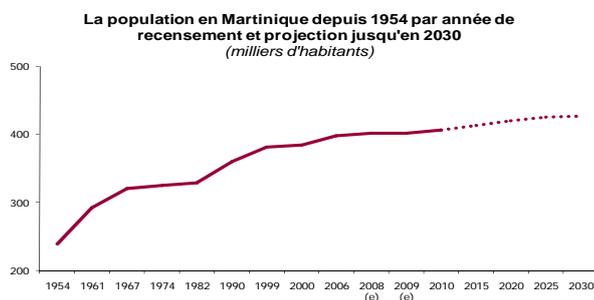
Population au 1er janvier 2009 (estimation)	402 000
Part des moins de 19 ans (2008, %)	28,3
Part des 20 – 59 ans (2008, %)	52,6
Part des plus de 60 ans (2008, %)	19,1
Densité de la population (2006, hab/km ²)	353
Taux de croissance annuel moyen de la population (2000-2008, %)	0,6
Taux de natalité (2008, ‰)	13,3
Taux de mortalité (2008, ‰)	7
Taux de mortalité infantile (2008, ‰)	7,5
Indicateur conjoncturel de fécondité (2007)	2,06
Espérance de vie à la naissance (H/F, 2007)	76,9/83,2

Source : INSEE, e = estimation



Selon les estimations de l'INSEE, la population martiniquaise a atteint 402 000 habitants au 1^{er} janvier 2009. L'île concentre ainsi un cinquième de la population totale des DOM et 0,6 % de la population nationale.

La Martinique se caractérise par rapport aux autres DOM par sa forte densité de population (353 hab/km²), qui se concentre au centre de l'île (987 hab/km²), au sein de la Communauté d'Agglomérations Centre Martinique (CACEM).

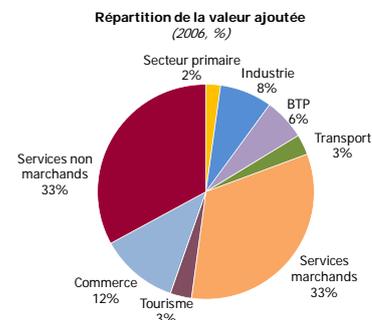


PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

Principaux indicateurs économiques

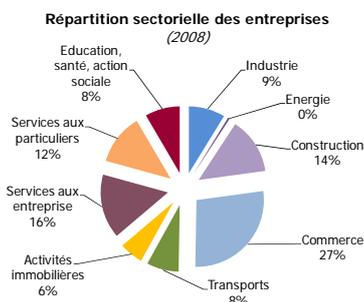
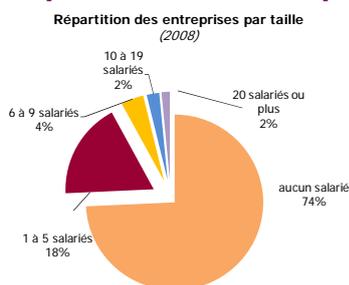
PIB (2009, Mds €) ¹	7,5
Taux de croissance du PIB ¹ (2009, %, en volume)	- 6,5%
PIB / habitant (estimation 2009, €)	19 200
Taux d'inflation (glissement annuel au 31/12/2009, %)	+0,6 %
Total des importations (2009, M€)	2 027,1
Total des exportations (2009, M€)	278,9
Solde commercial (2009, M€)	-1 748,2
Taux de couverture ² (2009, %)	13,8 %
Taux de dépendance de l'extérieur ³ (2009, %)	30 %
Dépenses de l'Etat (2008, Mds €)	2,9
Dette des collectivités de la Martinique (2008, % du PIB)	9,8%

¹ estimation provisoire CEROM, ² exportations/importations, ³ importations/PIB
Sources : INSEE, CEROM, Douanes, Trésorerie Générale de la Martinique



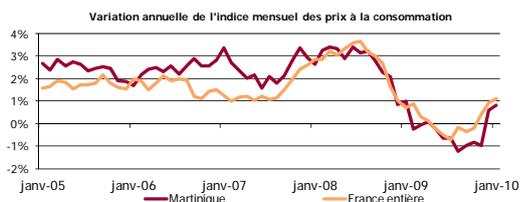
L'économie de la Martinique a bénéficié d'une croissance soutenue entre 1996 et 2006 (+ 3,3 % par an en volume), tirée par la consommation et l'investissement. Celle-ci s'est accompagnée d'une tertiarisation accrue de ses activités. Un renversement de tendance s'est opéré à partir de 2007 avec une décélération de la croissance (+ 0,9 % sur un an) et un recul en 2008 (- 0,3 %), résultant de la faiblesse de la demande intérieure et de la contraction de l'investissement. La récession s'est amplifiée en 2009 sous le double effet de la crise économique et financière internationale et de la crise sociale : le PIB a décliné de 6,5 % en volume, selon les comptes rapides, avec une chute de 23,6 % de l'investissement et une baisse plus modérée de la consommation des ménages (- 2,9 %).

Les entreprises : les trois quarts n'ont aucun salarié



Source : INSEE, TER – total : 32 052 entreprises

Inflation : une évolution modérée en 2009



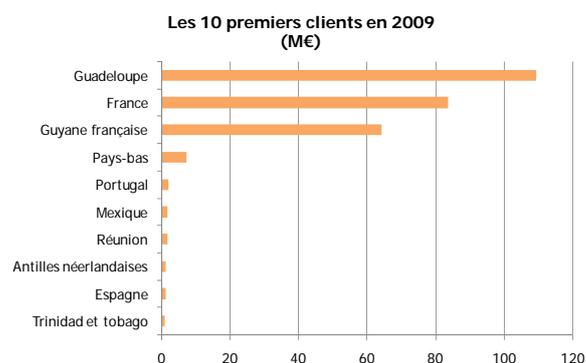
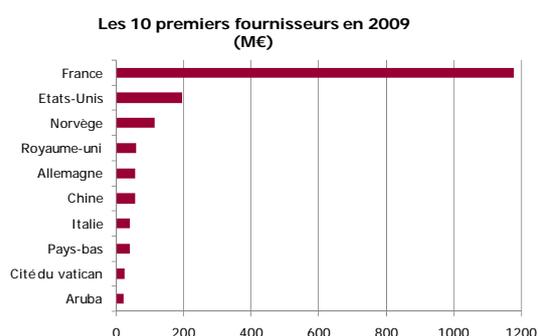
Source : INSEE

Comme dans l'ensemble de la France, la hausse des prix a ralenti en 2009, atteignant +0,6 % (contre +0,8 % en 2008), portée principalement par la hausse des prix des services.

Les prix ont augmenté moins vite en Martinique qu'en métropole (+0,9 %) et dans les autres DOM (à l'exception de La Réunion).

Commerce extérieur : un déficit structurel

L'énergie concentre un poids important dans les échanges commerciaux de la Martinique, en raison de l'implantation dans le département de la SARA (Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles) qui exporte des carburants raffinés. Cela explique que les DFA demeurent les principaux partenaires à l'exportation, alors que la France et l'Union européenne sont les premiers fournisseurs. Le commerce régional est, quant à lui, embryonnaire. Le déficit du commerce extérieur a atteint plus de 1,7 milliard d'euros en 2009.



Les principaux produits importés en 2009

	M€
Production de combustibles et de carburants	371,8
Industries agricoles et alimentaires	325,8
Industrie automobile	216,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	177,2
Chimie, caoutchouc, plastiques	150,4
Industries des équip. électriques et électroniques	123,2
Total importations	2 027,1

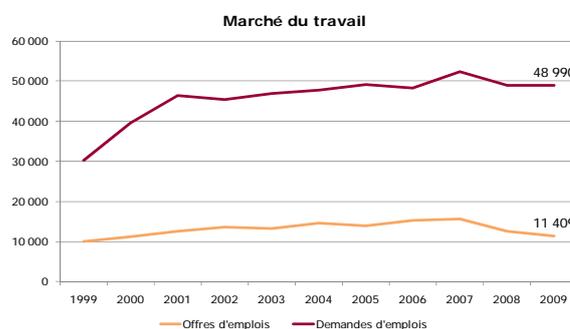
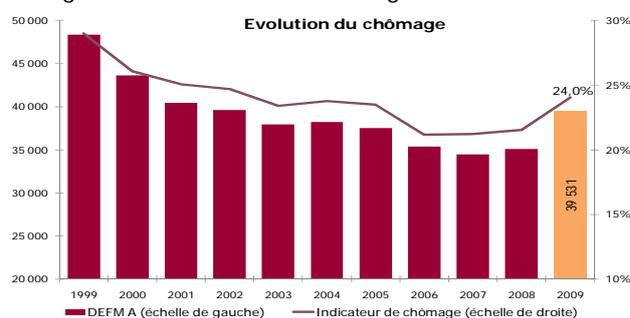
Les principaux produits exportés en 2009

	M€
Production de combustibles et de carburants	133,5
Industries agricoles et alimentaires	52,7
Agriculture, sylviculture, pêche	42,0
Chimie, caoutchouc, plastiques	10,4
Métallurgie et transformation des métaux	5,7
Construction navale, aéronautique	4,9
Total exportations	278,9

Source : Douanes

Emploi - chômage : un marché du travail dominé par les services

Le marché du travail se caractérise par la prédominance de l'emploi salarié dans le secteur non marchand et par un taux de chômage élevé. Il s'est nettement dégradé en 2009.



Sources : SMTP, Pole Emploi, DARES

NB : L'indicateur de chômage est le rapport entre le nombre de demandeurs d'emploi et la population active.

Emplois salariés par secteur	1998	2007	2008	Part	Var 08/07
Agriculture et pêche	5 695	3 988	4 108	5,2 %	3,0 %
Industrie et énergie	7 249	8 734	8 442	10,6 %	-3,3 %
Construction	5 081	7 756	7 575	9,5 %	-2,3 %
Commerce	14 564	15 517	15 485	19,4 %	-0,2 %
Transport	2 862	3 970	4 208	5,3 %	6,0 %
Tourisme	4 435	5 460	4 651	5,8 %	-14,8 %
Autres services marchands	15 450	23 962	24 849	31,2 %	3,7 %
Services non marchands (hors fonction publique*)	6 618	9 278	10 379	13,0 %	11,9 %
Total	61 954	78 665	79 697	100 %	1,3 %

Source : Pole Emploi - Unistat ; valeurs provisoires pour 2008, * les effectifs de la fonction publique étaient de 38 600 agents fin 2007

Indicateurs sectoriels

	2008	2009	Var. 09/08
Canne à sucre (tonnes)	208 322	233 284	7,2 %
Bananes (tonnes)	147 141	180 000 ^e	29,1 %
Ventes de ciment (tonnes)	263 536	200 774	-23,8 %
Chiffre d'affaires de la grande distribution (millions d'euros)	494,9	459,8	-7,1 %

Sources : Ciment Antillais, DRCCRF - ^e : estimation

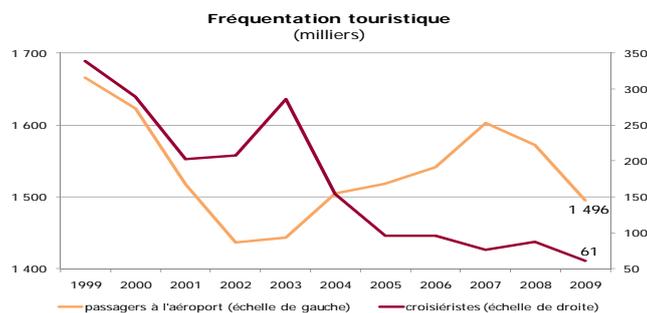
BTP : un secteur pourvoyeur d'emplois qui a perdu de son dynamisme

Le BTP a joué un rôle clef dans la croissance économique de la Martinique jusqu'en 2007 : il contribuait à 6,2 % de la création de richesse de la Martinique en 2006 (453 M€) et employait 7 600 personnes, soit 9,5 % des effectifs salariés, en 2008. L'activité du secteur a été pénalisée par le ralentissement de la commande publique et les incertitudes sur l'évolution des dispositifs de défiscalisation, qui ont entraîné un ralentissement qui s'est nettement accentué en 2009. La construction de nouveaux logements sociaux reste faible par rapport à celle des autres DOM.

Tourisme : une situation toujours difficile

Avec près de 600 000 touristes en 2009 (contre près d'un million en 1999), la Martinique accueille 2,5 % des touristes dans la région et se place en 10^{ème} position des destinations caribéennes. Ce secteur à forte densité de main d'œuvre représentait 3,2 % de la valeur ajoutée totale en 2006 et employait 4 600 personnes, soit 5,8 % des effectifs salariés, en 2008.

Selon le Comité Martiniquais du Tourisme, les touristes auraient dépensé 246 M€ au cours de leur séjour en 2009.



Source : CCIM, DIRCILEC

DONNEES FINANCIERES

L'activité bancaire et financière de la Martinique s'organise autour de différents réseaux d'établissements de crédit et assimilés installés localement ou non. Fin 2009, 18 établissements de crédit locaux étaient recensés à la Martinique, se répartissant selon les quatre catégories suivantes : • les banques affiliées à l'Association française des banques (5 établissements) ; • les banques mutualistes et coopératives (5) ; • les sociétés financières (7) ; • les institutions financières spécialisées (1). En 2009, ces établissements totalisaient 161 agences bancaires et employaient 1 446 agents (hors Banque Postale), pour un total de bilan de 6,8 milliards d'euros. En 2009, la conjoncture financière a été marquée par la faiblesse de la progression des encours bancaires et par un accroissement de la sinistralité. Les principaux marchés des établissements bancaires, à savoir l'habitat des ménages et l'investissement des entreprises, ont perdu de leur dynamisme.

Entreprises		Ménages	
Coût du crédit aux entreprises (jan. 2010)		Nombre d'habitants par guichet bancaire	2 623
<i>Taux moyen pondéré global</i>	6,22 %	Nombre d'habitants par guichet automatique	1 174
<i>Court terme</i>	6,82 %	Nombre de comptes bancaires par habitants	3,14
<i>Moyen et long terme</i>	5,78 %	Nombre de cartes bancaires par habitant	0,83
Encours bancaires (tous EC)	3 177,0 M€	Encours bancaires (tous EC)	2 812,3 M€
<i>crédits d'exploitation</i>	-11,8 %	<i>crédits à la consommation</i>	-4,7 %
<i>crédits d'investissement</i>	-0,3 %	<i>crédits à l'habitat</i>	+4,3 %
<i>crédits immobiliers</i>	+0,2 %		
Actifs (EC locaux)	1 255,3 M€	Actifs (EC locaux)	4 375,7 M€
<i>dépôts à vue</i>	+5,0 %	<i>dépôts à vue</i>	+6,2 %
<i>épargne liquide ou à court terme</i>	-2,4 %	<i>épargne liquide ou à court terme</i>	-1,6 %
<i>épargne à long terme</i>	-23,9 %	<i>épargne à long terme</i>	+6,9 %
Taux de créances douteuses brutes (EC locaux, tous agents)	9 %	Endettement moyen par ménage	18 387 €
		Taux d'épargne des ménages (2006)	13,2 %
Personnes morales en interdiction bancaire	2 239	Personnes physiques en interdiction bancaire	18 627
Incidents de paiement sur effet	2 177	Dossiers de surendettement	354

Source : IEDOM au 31/12/2009 ; les évolutions sont annuelles; INSEE